

Le travail mal payé et la drogue

Le ministre DARMANIN, effrayé sans doute par la guerre des gangs de Marseille, qui s'entre-tient pour de la drogue et autres produits illicites, a décidé d'envoyer des renforts de police dans la cité phocéenne : quelques flics de plus pour calmer le jeu ! Foutaise ... Le drame de Marseille est semblable à celui de la population française dans son ensemble : une pauvreté persistante, aggravée par **une inflation dont on ne peut pas dire qu'elle soit due à l'augmentation des salaires ...** Dans les cités mal contrôlées au prétexte de pureté du langage*, s'entassent des communautés d'immigrés plus ou moins récents, réduits sinon au chômage du moins aux petits boulots mal payés. Les enfants, nombreux, vont à l'école municipale mais ne peuvent pas accéder aux babioles qui font le bonheur de ceux de leur âge. Alors, certains d'entre-eux quittent l'école et font le gué au profit de dealers à peine plus âgés qu'eux ; ils deviennent ainsi la main-d'œuvre bien rémunérée, du banditisme local en attendant de prendre la relève. Cela est sans fin.

Si des salaires décents étaient l'apanage des travailleurs, leurs petites familles ne seraient plus exposées à la vie précaire qui est actuellement la leur et beaucoup d'enfants et de très jeunes adolescents éviteraient la séduction du pré-banditisme. Mais **DARMANIN et le gouvernement dont il relève ne se préoccupent pas de cela : la répression suffit bien à l'affaire !** Voire ...

La France va à vau l'eau, ce qui est scandaleux quand on sait la richesse accumulée par sa population et pour qui connaît un peu l'histoire de la Nation. Il est bien temps de dénoncer les mutins de juin 2023, comme le fait le président en vacances, et d'encenser « les jeunes » et leur aspirations humanistes alors que beaucoup d'entre-eux n'ont pas de quoi vivre pour subsister en poursuivant leurs études. Pas dirigés, pas inspirés, pas encouragés à travailler pour l'intérêt commune, les Français et leurs enfants sont laissés à l'abandon quand les temps sont durs.

Il est nécessaire de revoir le fonctionnement du pays, au lieu de laisser « *le quoiqu'il en coûte* » de la pandémie récente être remboursé par une classe moyenne appauvrie. Il faut absolument **limiter par la loi la plus-value capitaliste qui grève indûment les salaires.** Donner au capitalat trente (30) et même trente-cinq pour cent (35%) de la valeur de la richesse produite par les travailleurs, laisse à ceux-ci, en salaire ou équivalent, soixante-dix (70) voire soixante-cinq pour cent (65%) de cette même richesse ! Cette iniquité doit cesser, et vite. Les combines de DARMANIN, celles d'Elisabeth BORNE, premier ministre, celles de l'aoûtien du fort de Brégançon n'étonnent plus personne : il faut que les choses sérieuses prennent le pas sur les amusettes hors de prix de ceux qui prétendent gouverner la France.

* Les mots « race » ou « ethnie » sont bannis constitutionnellement du vocabulaire des bailleurs sociaux qui allouent les logements banlieusards, ou tout comme. Résultat : au lieu d'avoir au maximum, par exemple, un tiers de locataires d'origine subsaharienne, c'est tout l'immeuble qui est peuplé par des Noirs : une façon de lutter contre le communautarisme !